

Communiqué de presse du 3 juillet 2009**CONTRE LE PROJET DE LOI MOBILITE - GREVE DU 2 JUILLET 2009**

FO était la seule organisation syndicale à avoir appelé à la grève.

Nous sommes fiers de l'avoir fait ... d'autant que le projet de loi devrait être définitivement adopté le 8 juillet en commission mixte, après un vote à l'Assemblée Nationale le 7 !

Dans les départements, les représentants de la FGF-FO sont intervenus auprès du Préfet par des audiences, dépôt de motions, prise de position en SRIAS (section régionale interministérielle d'action sociale) etc. : en Côte d'Or, dans les Alpes de Haute Provence, les Alpes Maritimes, en Picardie ...

A Paris, près de 500 militants de FO, de la CGT, de la FSU et de Solidaires étaient rassemblés à côté de l'Assemblée Nationale.

Deux parlementaires sont venus nous rejoindre et ont pris la parole au nom de leur groupe : Bernard Derosier et Marc Dolez.

Les quatre organisations syndicales sont également intervenues.

Anne Baltazar s'est exprimée au nom de Force Ouvrière.

Elle a rappelé la bataille menée depuis début 2008 contre ce projet, qui a valu des mobilisations et des grèves dans les secteurs de l'Équipement et des Finances au printemps 2008.

En effet ce projet de loi comporte trois dangers majeurs :

1. les mobilités forcées et le licenciement de fonctionnaires, au travers de la réorientation professionnelle qui pourra déboucher sur un licenciement,
2. la précarisation de l'emploi public : ouverture du recrutement contractuel, de l'intérim, du cumul d'emplois à temps incomplet,
3. l'atteinte à la garantie d'emploi et aux valeurs républicaines.

Pour FO, ces attaques sont inacceptables, elles mettent en cause très gravement les droits des salariés et l'État de droit républicain auquel sont historiquement et viscéralement attachés les citoyens et les agents.

C'est pourquoi FORCE OUVRIERE appelle l'ensemble des fonctionnaires et agents publics à continuer à se mobiliser contre ce projet pour dire :

- **NON au licenciement de fonctionnaires**
- **NON à la précarisation de l'emploi public**
- **NON à la casse de la Fonction publique et des principes républicains**

